

Introduction

Laurent BOURQUIN et Philippe HAMON

Ce volume s'inscrit dans le cadre du programme ANR CONFLIPOL (Conflits et construction du politique, XIII^e-XIX^e siècle), qui étudie le rôle des conflits dans les processus de politisation, du Moyen Âge à la fin du XIX^e siècle. Deux problématiques essentielles ont rassemblé autour de ce programme une vingtaine de chercheurs (historiens, politistes, sociologues). D'une part, dans quelle mesure les conflits favorisent-ils la lente émergence d'une sphère politique autonome ? D'autre part, comment des conflits de natures diverses (religieux, sociaux, économiques...) trouvent-ils une solution politique ? Jusqu'à présent, ces phénomènes – fondamentaux pour comprendre la genèse de notre rapport à la politique et au politique – n'ont pas été observés sur la longue durée, mais seulement depuis la Révolution française. Or la politisation lui est bien antérieure. En effet, les conflits entraînent depuis des siècles une dilatation de la sphère du politique, suscitent des engagements et sont analysés selon des grilles de lecture proprement politiques. Cette logique, qui semble à l'œuvre dès le Moyen Âge « classique » (XII^e-XIII^e siècle), est analysée ici jusqu'aux mutations des processus de politisation, qui surviennent au tournant des XIX^e-XX^e siècles, avec l'essor de la culture et de la communication de masse. Nos travaux ont donné lieu à une série de journées d'étude, de colloques et de publications de sources dont le présent volume est, en quelque sorte, l'acte inaugural.

Pour les deux premières journées d'étude, nous n'avons pas souhaité faire le tri entre les différents types de conflits susceptibles d'être envisagés : notre hypothèse était que la conflictualité d'une situation, quels que soient son échelle et son espace, participe à la construction de la sphère politique. En effet, tout conflit s'appuie sur un discours, suppose des moyens et appelle une réponse (des acteurs, du pouvoir...). Toute situation conflictuelle, de la guerre internationale à la querelle des opéras, est donc potentiellement exploitable en termes politiques, étant entendu que la notion même de politique fait également l'objet d'une historicisation...

Nos travaux, centrés sur la dimension historique de ces phénomènes, ont débuté en juin 2007, et l'équipe a souhaité les amorcer par un premier

atelier interdisciplinaire d'une journée. Il est apparu en effet précieux, pour l'ensemble des actions à venir, de bénéficier dès le départ des apports accumulés en sociologie et en sciences politiques. Pour autant, une confrontation fructueuse des points de rapprochement, mais aussi des différences de méthode ou d'analyse, nous a semblé requérir également l'intervention directe d'historiens. Ceux-ci ont présenté des mises au point historiographiques sur quatre séquences chronologiques. Au cours de cette première journée, les interventions sont restées assez générales : elles ont permis un état des lieux scientifique du thème dans la discipline ou le domaine d'étude des chercheurs invités. Une deuxième journée a permis, en janvier 2008, d'approfondir les analyses autour de quelques études de cas, choisies en fonction des spécialités des différents intervenants. Nous avons décidé de regrouper l'ensemble de ces travaux dans un seul et même volume, parce qu'il offrait un excellent panorama des recherches passées et en cours sur l'extension de la participation politique en phase de conflits. L'analyse des phénomènes de rétraction de la politisation, dans certains contextes conflictuels, sera menée ultérieurement, de façon plus systématique (en particulier dans le cadre d'un colloque sur guerres extérieures et politisation). Trois apports essentiels peuvent pour l'heure être dégagés : la politisation s'accélère à certains moments particulièrement conflictuels ; elle s'exprime selon des modalités très spécifiques en fonction de son contexte ; elle aboutit enfin à des résultats très variables, à tel point qu'une évolution linéaire du phénomène doit être écartée.

Des moments privilégiés

Sans surprise, les spécialistes de la Révolution française font ressortir que cette période représente un excellent terrain d'observation pour étudier l'articulation entre conflits et politisation. Il s'agissait de l'une de nos hypothèses de départ, et Michel Biard la confirme dès son introduction. Pour Anne de Mathan également, la Révolution représente un « moment politique par excellence », dans la mesure où selon elle, elle rompt avec la pensée aristotélicienne (qui exclut le progrès) et approfondit l'autonomisation du politique par rapport au religieux. Michel Biard décompose le processus en insistant, en premier lieu, sur le fait que les conflits sociaux se transforment en conflits politiques : alors qu'à l'été 1789, les révoltes paysannes obéissaient à la forme traditionnelle de la jacquerie, le seigneur est, trois ans plus tard, considéré comme un suspect politique. En outre, surgissent de véritables conflits partisans sur l'échiquier politique qui se structure avec une « droite », une « gauche », un « centre », des extrêmes... Par ailleurs, l'action politique trouve des formes qu'elle conservera longtemps par la suite, avec d'une part

l'affirmation du militantisme (le mouvement sans-culotte) et d'autre part l'action clandestine (par exemple la conjuration des Égoux de Gracchus Babeuf). Enfin, les représentants du peuple en mission, plus spécialement étudiés par M. Biard, participent eux-mêmes à ce processus. Ils sont, en effet, confrontés à des conflits très variés qu'ils doivent résoudre rapidement. Ils peuvent également susciter, de par leur existence même, des conflits éminemment politiques, en se heurtant non seulement à des administrateurs locaux élus, mais aussi à d'autres catégories de la population.

Doit-on en déduire pour autant que la Révolution a tout inventé, et qu'elle représente là encore une rupture fondatrice ? Certainement pas, car les historiens médiévistes ont montré que dès leur époque, certains moments particulièrement conflictuels favorisent déjà l'extension de la participation politique. Selon Nicolas Offenstadt, cette question a longtemps été négligée par les chercheurs, car la politisation était abordée sous deux angles qui, s'ils ne délaissaient pas les conflits, ne les plaçaient pas au cœur des enquêtes : la « genèse de l'État moderne » initiée par Jean-Philippe Genet, et la question de l'émergence du sentiment national (Colette Beaune et Bernard Guenée). Dans ces travaux, qui ont profondément transformé l'histoire politique médiévale, les processus et les pratiques des acteurs ont été peu interrogés. Or on peut observer la construction d'un espace public concurrentiel dès l'époque des luttes de Philippe le Bel contre la papauté et les Templiers, puis lors des crises qui secouent l'Occident au milieu du XIV^e siècle. Pierre Savy insiste également sur le fait que la politisation par le conflit s'accélère au cours de la guerre de Cent Ans. Quatre facteurs la favorisent : la convocation des États généraux, qui introduit l'idée d'un dialogue entre le roi et les représentants de ses sujets ; le développement de multiples formes d'appartenance politique à l'occasion de la guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons ; la cristallisation du « sentiment national » dans le premier tiers du XV^e siècle, qui pousse à une « montée en généralité » des conflits dynastiques ; enfin la croissance de l'État, qui lui donne davantage de moyens d'action.

Cependant, gardons-nous d'imaginer que la politisation suivrait une évolution linéaire au cours de laquelle elle s'affirmerait et se renforcerait d'un conflit à l'autre jusqu'à l'avènement de la politique de masse et des formes de communication modernes... Les travaux des historiens de l'Ancien Régime incitent, en effet, à la plus grande prudence. En premier lieu, le périmètre social et intellectuel de la politisation peut régresser. Jean-Marie Constant souligne ainsi qu'après les guerres de Religion, qui ont vu s'épanouir des revendications politiques très élaborées – notamment sur la participation du parlement de Paris ou des États généraux au pouvoir royal – le grand enjeu de la régence de Marie de Médicis, au début du règne de

Louis XIII, porte en 1612-1615 sur l'opportunité des « mariages espagnols » (alliances entre les familles royales de France et d'Espagne). Même s'ils font rejouer d'importants clivages liés au temps de la Ligue, ces débats agitent principalement des élites suivant une logique qui échappe au commun des mortels.

En second lieu, l'autonomisation du politique est rarement achevée. Par exemple en Espagne, selon José Javier Ruiz Ibañez, les rebelles font appel à la justice du souverain, les *Cortes* sont fort éloignés d'assemblées parlementaires et la cour reste essentiellement dominée par des luttes de factions. Dans ce pays, c'est sans doute au niveau local que le politique s'exprime sous les formes les plus claires en situation de conflit. La culture politique des élites en est manifestement imprégnée, mais la question reste ouverte de savoir s'il existe une politisation plus large de la société ibérique.

La Révolution française elle-même ne représente pas forcément une étape irréversible dans la politisation par le conflit. De nos jours, comme le souligne Francis Chateauraynaud, le conflit est devenu synonyme d'échec : celui d'un gouvernement, celui d'une communication publique... Notre époque valorise le consensus et la culture du compromis, comme au Moyen Âge. Elle voit proliférer des thèmes supposés fédérateurs, comme le développement durable, la transparence, le partage des connaissances : autant de dossiers « consensuels », en tout cas a priori non conflictuels dont s'emparent les pouvoirs publics. En situation de conflit, selon Christine Guionnet et Christian Le Bart, les acteurs peuvent à présent choisir entre deux types de postures. Soit ils s'inscrivent en référence au champ politique, affirmant qu'ils font de la politique au sens noble : ils politisent les enjeux pour se légitimer, et parallèlement dépolitisent leurs adversaires pour les délégitimer. Soit ils prétendent faire « autre chose » que de la politique, en s'appuyant en particulier sur une crise de la légitimité représentative. Dans ce second cas, le conflit et sa résolution ne ressortissent pas au champ politique traditionnel : les acteurs entendent rompre ici avec le jeu politique, qu'ils dénoncent comme stérile.

L'articulation entre les conflits et l'extension de la participation politique ne va donc pas toujours de soi, et ne suit pas forcément une progression linéaire. Le conflit apparaît à certains moments comme le principal moteur de la politisation, mais ce n'est pas un axiome mathématique. En outre, les modalités de cette « prise de parole » politique sont étroitement liées aux moyens dont les acteurs disposent pour agir avec efficacité.

La contingence des modalités d'action

La participation politique passe par des gestes, des prises de parole, des

actes symboliques qui dépendent étroitement du contexte dans lequel ils ont lieu et des moyens que les acteurs ont à leur disposition. Trois formes d'action ont retenu l'attention des intervenants, à des degrés divers. En premier lieu, la prise d'armes. Elle permet de faire pression sur l'adversaire en espérant le faire fléchir grâce à un rapport de force favorable à l'un des groupes. La guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons au début du XV^e siècle, étudiée par Nicolas Offenstadt, en fournit une excellente illustration. Les révoltes des Grands sous Marie de Médicis et le ministériat de Richelieu obéissent à la même logique. Ces prises d'armes, animées par l'aristocratie, sont conduites pour défendre ses intérêts politiques ; il s'agit de s'affirmer face au Prince et à l'État ou contre un adversaire (en particulier une faction opposée) avec pour objectif, une emprise (voire une mainmise) sur le pouvoir royal. Avec la Révolution, apparaît un nouveau genre de prise d'armes, décidé par des autorités légitimées par le suffrage populaire. C'est notamment le cas de l'insurrection girondiste étudiée par Anne de Mathan en Bretagne : il s'agit de marcher sur Paris afin de faire tomber un gouvernement jacobin conçu comme liberticide. Toutes ces levées ont ceci de commun qu'elles considèrent comme légitime l'usage de la violence pour des motifs politiques, dans la mesure où ceux-ci sont eux-mêmes fondés sur une légitimité réaffirmée.

Ces formes rudimentaires de la participation politique cohabitent avec d'autres modalités, beaucoup plus élaborées. C'est l'un des grands enseignements de ces échanges : la prise de parole coexiste avec la prise d'armes, dès le Moyen Âge. Pierre Savy montre, par exemple, que dans les cités italiennes de la Renaissance, se produit une très nette extension de la participation politique aux XV^e et XVI^e siècles. L'augmentation du nombre de membres dans les conseils est sensible et elle favorise l'élargissement de l'expression publique. Les factions se structurent aussi de plus en plus : même si elles restent liées à de puissants lignages, elles expriment des points de vue politiques antagonistes (l'affrontement entre les guelfes et les gibelins en est l'un des plus fameux exemples). Certes, se pose évidemment la question de la politisation « populaire » – nous y reviendrons – mais le développement des municipalités dans les villes d'Occident du temps, est un terreau fertile pour les conflits, leur expression et leur résolution politique.

L'aristocratie semble en être parfaitement consciente dès cette époque, car elle cherche à se construire un espace politique au sein même des villes à l'occasion des conflits où ses intérêts propres sont en jeu. C'est le cas lors de la guerre de Cent Ans, sous le règne de Charles VI. Selon Nicolas Offenstadt, l'affrontement entre Armagnacs et Bourguignons contribue à élargir aux villes et dans les villes la participation politique. Les adversaires constituent des « partis » dont les membres se reconnaissent entre eux par

des symboles, des mots d'ordre, des injures. Ils rassemblent des clientèles plus ou moins cohérentes, et cherchent à conquérir l'espace public en exhibant des insignes, en répandant des rumeurs, en diffusant des poèmes et des libelles. La diffusion de l'imprimerie permet de leur donner une dimension nouvelle, comme en témoignent l'essor de la littérature politique ligueuse à partir de 1589 ou les mazarinades entre 1648 et 1652.

La Révolution ne représente donc pas une véritable rupture dans ce domaine. En revanche, elle se traduit par un perfectionnement de la communication politique, éminemment nécessaire en phase de conflit. Anne de Mathan souligne l'importance nouvelle des délibérations publiées, des adresses, des pétitions, des proclamations qui sont écrites à l'occasion du soulèvement girondiste en Bretagne en 1793. Le verbe, imprimé, colporté, lu, permet de prendre position et tente de convaincre. Derrière ce mouvement, se profile un appel à l'opinion publique qui, s'il n'est pas une préoccupation nouvelle, est devenu une préoccupation centrale ¹. Les insurgés poussent le soin du détail jusqu'à traduire certains de leurs textes en breton, afin qu'ils soient compris par le plus grand nombre. Leur circulation est assurée par des commissaires, stipendiés et envoyés dans tous les départements par les élus eux-mêmes.

Là encore, il ne saurait être question d'en déduire une évolution linéaire, avec une étape décisive au cours de laquelle la parole politique se « libérerait » définitivement à partir de la fin du XVIII^e siècle. En effet, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, l'espace de protestation politique est très réduit. Les libertés collectives de réunion ou d'association sont restreintes, et l'imprimé soumis aux lois sur la presse. Emmanuel Fureix montre que cette censure incite les opposants à s'exprimer par d'autres biais. Ils détournent des rituels traditionnels, qui deviennent alors politiques : ils mènent, par exemple, des charivaris qui visent les députés proches du pouvoir. De même, ils manifestent leur opposition en refusant de participer aux fêtes officielles. Ils organisent des banquets qui visent à célébrer des ténors politiques et à leur offrir un espace d'expression. Enfin, ils participent à des funérailles d'opposants célèbres, où l'on scande des slogans hostiles au régime et où l'on exhibe des symboles républicains. Au cours du premier XIX^e siècle, l'expression politique investit donc pleinement le champ symbolique, en partie pour compenser l'étouffement de l'expression imprimée. Les opposants construisent du politique en suscitant du conflit autour d'objets nouveaux.

De nos jours, comme le rappelle Francis Chateauraynaud, le succès

1. L'articulation entre conflits et opinion(s) a été spécifiquement étudiée lors d'un colloque international organisé à l'Université du Maine en mai 2009 dans le cadre du projet Conflipol. Il va faire l'objet d'une prochaine publication.

d'une cause passe dorénavant par toute une série de canaux, d'épreuves et de mobilisations, dont Internet est l'un des symboles. Du coup, de plus en plus de controverses et de conflits évoluent sous le regard d'une « communauté internationale » que l'on imagine dilatée à la terre entière... Dans nos sociétés contemporaines, toujours traversées par maints conflits, les modalités de la prise de parole à leur sujet semblent désormais, sinon infinies, du moins difficilement contrôlables.

Les limites de la politisation

Si la participation politique peut s'étendre en phase de conflit, elle bute sur des obstacles inhérents à « l'outillage mental » des acteurs et à leur sociologie. Jean-Marie Constant pointe la distorsion qui existe entre les revendications des « conjurateurs », qui ont comme cible Richelieu, et leur organisation rudimentaire. D'un côté, ils développent un argumentaire très élaboré, dénonçant la politique du cardinal, qu'ils jugent tyrannique. Ces gentilshommes, tels Montrésor ou les frères Campion, réclament davantage de liberté, car pour eux, le pouvoir doit être exercé sous l'égide de la raison. Profondément imprégnés de philosophie néo-stoïcienne, ils estiment que le gouvernement du royaume doit se tenir éloigné des passions, et réclament de solides contre-pouvoirs, qu'ils voient notamment dans le parlement de Paris ou les États généraux. Mais en même temps, les « partis » français restent des nébuleuses, fondées sur des relations d'amitié. Leurs membres ne partagent pas forcément les mêmes intérêts, ni les mêmes convictions, et ils se démarquent les uns des autres par des animosités personnelles.

La Révolution constitue en la matière une étape décisive, car elle se traduit par une large extension de la participation politique. Certes, cette époque ne voit pas encore apparaître de partis comparables aux *whigs* et aux *tories*, qui ont émergé en Angleterre à la fin du XVII^e siècle, mais les élus ont clairement conscience qu'il leur faut convaincre le peuple, ou du moins une fraction importante de la population. Ainsi, Anne de Mathan montre que les conseils généraux bretons consultent régulièrement les sections et les assemblées primaires rurales. Cette articulation nouvelle connaît toutefois d'importantes limites, dans la mesure où la plupart des élus appartiennent aux élites, et essentiellement au petit monde des élites urbaines. Les hommes de loi et les négociants y sont surreprésentés, ce qui est somme toute assez logique dans une société où le reste de la population est peu alphabétisé. Pour Anne de Mathan, ce rôle moteur de la bourgeoisie des talents et des affaires dans l'insurrection girondiste pourrait même se lire comme une crispation des élites traditionnelles, qui redoutent les changements induits par le suffrage universel dans la vie politique

locale. Dans cette perspective, il faudrait alors relire cet événement comme l'expression d'une résistance des élites face à une démocratisation imposée par la capitale. Cela permettrait d'expliquer pourquoi les levées restent modestes (guère plus de quelques centaines d'hommes) et les motivations des combattants fragiles (ils se débandent rapidement lors de la « bataille sans larmes » de Pacy-sur-Eure, le 13 juillet 1793) : les paysans bretons se sentaient peu concernés par cette lutte, qui n'était pas la leur. Cependant, les nécessités de la mobilisation ont obligé ces girondistes à impliquer plus fortement et donc à tenter de politiser, les populations locales.

Le détournement des rites traditionnels, étudié par Emmanuel Fureix au cours du premier XIX^e siècle, semble lui aussi être avant tout le fait de la bourgeoisie « libérale », orléaniste sous la Restauration, républicaine sous la Monarchie de Juillet. Ce sont des bons bourgeois, des magistrats, des étudiants qui portent l'étendard de la contestation en transformant les funérailles des opposants en meetings politiques. Les élites jouent ainsi un rôle décisif dans les processus qui font l'objet de ce volume. Mais il n'est pas sûr que les catégories populaires en soient seulement spectatrices.

L'extension de la participation politique paysanne reste cependant largement à étudier. José Javier Ruiz Ibañez rappelle que les historiens de l'Espagne des années 1970 et 1980 l'ont abordée avant tout sous l'angle des révoltes – notamment antifiscales – des XVII^e et XVIII^e siècles. En France, les polémiques sur ce sujet entre Boris Porchnev et Roland Mousnier ont été particulièrement fécondes et ont nourri les travaux d'Yves-Marie Bercé, Madeleine Foisil, Hugues Neveux, Jean Nicolas, voire Roger Dupuy. Toutefois, J. J. Ruiz Ibañez souligne avec raison qu'il est tout aussi nécessaire de comprendre la stabilité de ces régimes, et donc l'adhésion du peuple aux institutions, aux gouvernants et à leur système de représentation. Il s'agit bel et bien, là encore, de politisation : le processus ne saurait être seulement réduit à l'extension de la participation politique à travers la prise de parole ou la révolte. Or ce phénomène, pourtant massif, se laisse difficilement appréhender dans les sources dont nous disposons. On ne peut plus se contenter d'interpréter cette adhésion comme de la passivité, de l'indifférence ou de l'ignorance. En France, les cahiers de doléances paysans, du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle, montrent des communautés relativement informées des grands enjeux politiques de leur temps, soucieuses non seulement du montant de l'impôt, mais aussi de l'exercice du pouvoir royal ou des relations avec les villes. Les communautés rurales sont donc politiquement partie prenante des conflits et tensions politiques d'ensemble, au-delà de leur propre implication directe dans des révoltes.

Si le rôle des élites nous apparaît fondamental dans le déclenchement des conflits, leur déroulement et leur résolution, et également dans leur

élaboration politique, nous le devons sans doute en partie aux sources. Dans des sociétés rurales jusqu'au XIX^e siècle encore largement analphabètes, la politisation paysanne, évidente, devait essentiellement passer par l'oral : les récits des voyageurs, le prône du curé, les discussions avec le seigneur... Comment expliquer autrement l'émergence d'un langage politique – même fruste – dès que sont accessibles des délibérations paroissiales, à la fin du Moyen Âge ? Les conflits, dans leur diversité, révèlent donc l'étendue de la politisation, tout autant qu'ils l'alimentent.